

## actualités générales

## les molex remettent l'état sous pression

Créé le 10.09.09 à 07h09 | Mis à jour le 10.09.09 à 07h09 | 0

Un peu comme une grande foire de la casse sociale. Une banderole des Conti, une délégation des Ford de Blanquefort, un grand convoi de Freescale... Unis par un même destin, tous ces futurs licenciés se sont donné rendez-vous hier devant l'emblématique usine Molex de Villemur. Placée sous bonne garde. Avec huissière zélée, interdisant même l'accès aux toilettes, et vigiles déployés. « Un cas d'école. Un site rentable qu'on ferme au nom d'intérêts financiers. Et la seule usine où des salariés qui veulent travailler sont empêchés par leur patron », a souligné Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT.

Le leader syndical n'a pas fait le voyage pour rien. « Nous avons appris que les négociations entre la direction de Molex et le gouvernement avait repris hier soir [lundi soir] pour pérenniser une partie de l'activité actuelle avec un repreneur », a-t-il annoncé devant les salariés.

En attendant le 18 septembre et la décision des prud'hommes sur le paiement des salaires du mois d'août, Bernard Thibault - qui a rencontré Nicolas Sarkozy le 1er septembre - demande que l'Etat se substitue à l'actionnaire pour règler les employés. Enfin, il demande la tenue au plus vite d'une réunion à Bercy, en présence des constructeurs automobiles, afin que les Molex puissent apprécier « la consistance de ce projet de reprise ».

« Il en va de la crédibilité du gouvernement », remarque un salarié qui veut rester optimiste. Et le temps presse. Officiellement, la direction voudrait avoir bouclé son plan social d'ici à mardi. « Cette échéance illustre le cynisme des actionnaires, commente Jean-Marc Denjean, l'avocat du comité d'entreprise. On demande aux salariés de se prononcer sur la fermeture en même temps qu'on négocie avec un repreneur. » W

## Hélène Ménal